

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	6
2.5 LOIS APPLICABLES	6
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	6
2.7 CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.8 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX.....	7
2.9 FONDEMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	14
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	15
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	16
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	16
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	17
6.3 GARANTIE FINANCIÈRE DE SOUMISSION.....	17
6.4 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES	17
6.5 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	17
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	17
7.1 ÉNONCÉ DES BESOIN	17
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	18
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	18
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	18
7.5 RESPONSABLES.....	19
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	21
7.7 PAIEMENT	21
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	21
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	22
7.10 LOIS APPLICABLES	22
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	22
7.12 CONTRAT DE DÉFENSE	23

7.13	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER)	23
7.14	ASSURANCES.....	23
7.15	PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES.....	23
7.16	LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ	23
7.17	CLAUDE DU GUIDE DES CCUA	23
7.18	INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION.....	24
7.19	DROITS DE DOUANE – L'ENTREPRENEUR EST L'IMPORTATEUR.....	24
7.20	PRÉPARATION POUR LA LIVRAISON	24
7.21	MATÉRIEL FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT	24

Liste des Annexes

Annexe « A » Base des paiements

Annexe « B » Énoncé des travaux

Appendice 1 de l'Annexe « B » - LDEC

Appendice 2 de l'Annexe « B » - Description de données

Appendice 3 de l'Annexe « B » - Processus de l'énoncé des travaux

Appendice 4 de l'Annexe « B » - Essai d'acceptation

Appendice 4 de l'Annexe « B » - Pièce jointe 1 – Procédures d'EAS

Appendice 4 de l'Annexe « B » - Pièce jointe 2 – Fiche de consignation d'essai de précision et d'exactitude

Annexe « C » Exigences techniques obligatoires

Annexe « D » Instructions aux soumissionnaires pour l'évaluation technique

Appendice 1 de l'Annexe « D » - Tableau de conformité

Appendice 2 de l'Annexe « D » - Liste de vérification de conformité

Appendice 3 de l'Annexe « D » - Procédures d'évaluation technique

Appendice 3 de l'Annexe « D » - Pièce jointe 1 – Essai de précision – Fiche de consignation

Appendice 3 de l'Annexe « D » - Pièce jointe 2 – Fiche de consignation d'essai d'endurance et de précision

Annexe « E » Énoncé des travaux pour les Échantillons de présérie

Annexe « F » de la Partie 3 de la Demande de soumissions – Instruments de paiement électronique

Annexe « G » de la Partie 5 de la Demande de soumissions – Programme de Contrats fédéraux pour l'Équité en matière d'emploi – Attestation

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

1.2.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) a un besoin ferme d'acquérir deux cent vingt-neuf (229) fusils de tireur d'élite à calibres multiples et accessoires, et des quantités facultatives décrites au paragraphe 7.1 de la partie 7 de la demande de soumissions.

1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.2.3 Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits "canadiens".

Clauses du Guide des CCUA A3062T (2018-12-06), Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions pour les articles accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les articles offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que l'article ou les articles offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Les soumissionnaires doivent clairement indiquer ci-bas quels articles répondent à la définition d'un produit canadien et remplir l'attestation ci-dessous.

Le soumissionnaire atteste que :

() l'article ou les articles offerts et identifiés comme produits canadiens sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

Clauses du Guide des CCUA A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'entrepreneur est exacte et complète et que les produits, les services ou les deux devant être fournis conformément au contrat sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.
 2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des produits, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, l'entrepreneur ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu du contrat. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.
 3. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu du contrat.
- 1.2.4 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation
 - 1.2.5 Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements. »

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2018-05-22) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

L'article 4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : Le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

Insérer : Le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants. Dans le seul but d'effectuer l'évaluation des soumissions et de déterminer les notes globales nécessaires à l'exécution du besoin, les termes « soumissionnaire » et « soumissionnaires » désignent le soumissionnaire principal de l'entrepreneur principal, mais comprennent également tous les sous-traitants, les partenaires d'un partenariat officiel, les membres d'un accord de groupement signé et les membres d'une coentreprise officiellement constituée aux fins de la participation à la soumission.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

A9130T (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées - soumission

B1000T (2014-06-26), Condition du matériel - soumission

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Sans objet (S.O.)

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Clauses du Guide des CCUA A9076T (2007-05-25), Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 15

jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Conférence des soumissionnaires

S.O.

2.8 Visite facultative des lieux

S.O.

2.9 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

S.O.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (trois copies papier *et un copies électroniques sur clé USB*)

Section II : Soumission financière (un copies papier *et un copies électroniques sur clé USB*)

Section III : Attestations (un copies papier *et un copies électroniques sur clé USB*)

Section IV : Renseignements supplémentaires (un copies papier *et un copies électroniques sur clé USB*)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Les soumissionnaires devraient se reporter à l'annexe D, Instructions techniques à l'intention des soumissionnaires, remplir le document suivant et le joindre à leur soumission :

1. Appendice 1 de l'annexe D – Matrice de conformité

Section II : Soumission financière

- 3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à l'annexe A, Base de paiement, et remplir les tableaux 1 à 5.

Les taxes applicables doivent être indiquées séparément, s'il y a lieu.

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

Clauses du Guide des CCUA C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

3.1.4 **Clauses du *Guide des CCUA***

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section IV : Renseignements supplémentaires

S.O.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada, pouvant comprendre des entrepreneurs, évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.
- d) À moins d'indication contraire dans la DP, le Canada peut effectuer les étapes du processus d'évaluation dans l'ordre qu'il souhaite, y compris franchir les étapes de façon parallèle.
- e) Le Canada utilisera le processus d'assurance de la conformité des soumissions par étapes décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus d'assurance de la conformité des soumissions par étapes

4.1.1.1 (2018-07-19) Généralités

- a) Le Canada suit le PCSP décrit ci-dessous pour cette exigence.
- b) Nonobstant tout examen effectué par le Canada à l'étape I ou à l'étape II du PCSE, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'engage, aux termes de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de relever les erreurs ou omissions dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à une communication du Canada ni ne s'engage à indiquer ces erreurs ou omissions.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS DES ÉTAPES I ET II DU PRÉSENT PCSE SONT PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT JUGÉE NON RECEVABLE À L'ÉTAPE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AU COURS DE LA PHASE I OU II,

ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À L'UNE DE CES PHASES PRÉCÉDENTES. LE CANADA PEUT JUGER QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE ÉTAPE.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MÊME S'IL RÉPOND À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) À L'ÉTAPE I OU II, SA SOUMISSION POURRAIT NE PAS RÉPONDRE AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI FONT L'OBJET DE L'AVIS OU DU REC NI RÉPONDRE À D'AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- c) Le Canada peut, à sa discrétion et à tout moment, demander et accepter de l'information du soumissionnaire pour corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans la soumission, et peut considérer que cette information fait partie de la soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature manquante; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de format ou de forme; l'omission de l'accusé de réception, du numéro d'entreprise – approvisionnement ou les coordonnées des personnes-ressources, comme les noms, les adresses et les numéros de téléphone; des erreurs commises par inadvertance dans les chiffres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou tout composant visé par l'évaluation. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera déclarée non recevable.
- d) Le processus de conformité des soumissions par étapes ne limite pas les droits du Canada aux termes du Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat 2003 (2018-05-22) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances prévues à l'alinéa c).
- e) Le Canada enverra un avis ou un REC par la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'est pas responsable de la réception tardive d'une réponse par le Canada, quelle qu'en soit la cause.

4.1.1.2 (2018-03-13) Étape I : Soumission financière

- a) Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, le Canada examinera la soumission afin de déterminer si elle comprend une soumission financière et si la soumission financière comprend tous les renseignements requis dans la présente demande de soumissions. L'examen de la soumission par le Canada l'étape I se limitera à déterminer si les renseignements requis dans la demande de soumissions qui doivent être inclus dans la soumission financière sont manquants dans la soumission financière. Cet examen ne déterminera pas si la soumission financière respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.

-
- b) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape I sera réalisé par des représentants du ministère des Travaux publics et des services gouvernementaux.
- c) Si le Canada détermine, à sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou que la soumission financière ne contient pas tous les renseignements requis dans la demande de soumissions qui doivent être inclus dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée irrecevable et rejetée d'emblée.
- d) Pour les soumissions autres que celles décrites à l'alinéa c), le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») indiquant où la soumission financière manque de renseignements. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été déclarée conforme aux exigences qui font l'objet d'un examen à la phase I ne recevra pas d'avis. De tels soumissionnaires ne sont pas autorisés à soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- e) Les soumissionnaires auxquels un avis a été envoyé disposeront de la période de temps précisée dans l'avis (la « période de correction ») en vue de corriger les problèmes signalés dans l'avis en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou des précisions en réponse à l'avis. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'avis.
- f) Dans sa réponse à l'avis, le soumissionnaire ne sera autorisé à corriger que la partie de sa soumission financière qui est indiquée dans l'avis. Par exemple, lorsque l'avis indique qu'un élément devant être rempli est laissé en blanc, seuls les renseignements manquants peuvent être ajoutés à la soumission financière, sauf lorsque l'ajout de tels renseignements entraîne nécessairement une modification à d'autres calculs précédemment soumis dans sa soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer un prix total). De tels ajustements doivent être indiqués par le soumissionnaire, et seuls ces ajustements peuvent être effectués. Tous les renseignements fournis doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- g) Toute autre modification apportée à la soumission financière par le soumissionnaire sera considérée comme un nouveau renseignement et sera écartée. Aucun changement ne sera autorisé à une autre section de la soumission du soumissionnaire. L'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'avis remplacera, en intégralité, **uniquement** la partie de la soumission financière originale comme il est autorisé ci-dessus, et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- h) Le Canada déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences évaluées à l'étape I, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape I à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.

-
- i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences à l'étape I à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à l'étape II.

4.1.1.3 (2018-03-13) Étape II : Soumission technique

- a) L'examen de la soumission par le Canada à l'étape II se limitera à un examen de la soumission technique pour cibler les cas où le soumissionnaire n'a pas réussi à satisfaire à tout critère obligatoire admissible. Cet examen ne déterminera pas si la soumission technique respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du PCSE. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la présente demande de soumissions comme étant assujettis au PCSE ne seront évalués qu'à l'étape III.
- b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (Rapport sur l'évaluation de la conformité ou « REC ») indiquant les critères obligatoires admissibles auxquels la soumission n'a pas satisfait. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée conforme aux exigences examinées à l'étape II recevra un REC, attestant que sa soumission a été jugée conforme aux exigences évaluées à l'étape II. Un tel soumissionnaire ne doit pas être autorisé à présenter une réponse au REC.
- c) Le soumissionnaire doit disposer de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au défaut de satisfaire à tout critère obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le REC.
- d) La réponse du soumissionnaire doit aborder uniquement les critères obligatoires admissibles précisés dans le REC qui n'ont pas été respectés, et doit comprendre uniquement les renseignements qui sont nécessaires pour les respecter. Les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par le Canada, sauf lorsque la réponse aux critères obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive dans d'autres composantes de la demande de soumissions, le soumissionnaire doit identifier ces modifications supplémentaires, à condition que sa réponse ne comprenne aucune modification à la soumission financière.

- e) La réponse du soumissionnaire au REC devrait préciser, dans tous les cas, le critère obligatoire admissible du REC auquel il répond, y compris l'indication de la section correspondante de la soumission originale, le libellé de la modification proposée à cette section, ainsi que le libellé et l'emplacement dans la soumission de toute autre modification consécutive qui découle nécessairement de cette modification. Pour chaque modification corrélative, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant en quoi cette modification corrélative est une conséquence nécessaire de la modification proposée pour répondre au critère obligatoire admissible. Il n'appartient pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire, et si le soumissionnaire omet de le faire conformément au présent sous-alinéa, c'est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- f) Toute modification à la soumission présentée par le soumissionnaire d'une façon qui n'est pas permise par la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse à la DAC remplaceront, en totalité, **uniquement** la partie de la soumission originale comme le permet cette Section.
- g) Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de l'étape II et permis par la présente section seront considérés comme étant inclus dans la soumission, mais ne seront pris en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission à la l'étape II que pour déterminer si la soumission respecte les critères obligatoires admissibles. Les renseignements supplémentaires ou différents ne seront utilisés à aucune phase de l'évaluation pour permettre à la soumission originale d'obtenir une note plus élevée ou moins élevée. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à l'étape II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires ou différents en réponse au REC. Le cas échéant, la soumission sera jugée conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes de la soumission.
- h) Le Canada déterminera si la soumission est conforme aux exigences évaluées à l'étape II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas conforme aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.
- i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape II à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à l'étape III.

4.1.1.4 (2018-03-13) Étape III : Évaluation finale de la soumission

- a) Au cours de l'étape III, le Canada effectuera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à l'étape II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

- b) Une soumission est irrecevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'annexe C.

4.1.2.1 Critères de gestion obligatoires (s'il y a lieu)

Le processus d'assurance de la conformité des soumissions par étapes s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.

4.1.3 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* A0222T (2014-06-26), Évaluation du prix-soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger

4.2 Méthode de sélection

Pour être jugée recevable, une soumission doit répondre aux exigences de la demande de soumissions et à tous les critères d'évaluation technique obligatoires.

Les trois (3) soumissions recevables qui comportent le prix évalué le plus bas seront recommandées pour l'attribution d'un contrat visant chacun la production de trois (3) échantillons de présérie de systèmes de fusil, et les soumissionnaires devront présenter ces échantillons aux fins de la réalisation des essais d'évaluations décrits à l'appendice 3, Procédures d'évaluation, de l'annexe D.

À la suite des essais d'évaluation des échantillons de présérie des systèmes de fusil des trois (3) plus bas soumissionnaires, le soumissionnaire qui aura présenté une soumission recevable offrant le prix évalué total le plus bas sera recommandé pour l'attribution d'un contrat.

4.2.1 Critères techniques obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* A0031T (2014-06-26), Méthode de sélection – critères techniques obligatoires

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Clause du *Guide des CCUA* A3061T (2018-12-06), Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens. Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

5.1.2.1.1 Attestation du contenu canadien

Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2018-12-06), Définition du contenu canadien

5.1.2.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones

S.O.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Attestation du contenu canadien

5.2.3.1.1 Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2018-12-06), Définition du contenu canadien

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

N/A

5.2.3.3 Attestation du prix ou des taux

N/A

5.2.3.4 Études et expérience

S.O.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;

-
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7– Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

S.O.

6.3 Garantie financière de soumission

S.O.

6.4 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA A9130T* (2014-11-27) Programme des marchandises contrôlées

6.5 Exigences en matière d'assurance

S.O.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe B.

7.1.1 Biens et(ou) services facultatifs

Clause du *Guide des CCUA A0070C* (2007-11-30), Biens et(ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe A, Base de paiement, tableau 4, Quantités facultatives, du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.1.2 Autorisation de tâches

S.O.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2030 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 dec 2022 inclusivement

7.4.2 Date de livraison

7.4.2.1 Pour l'article 001 décrit en détail dans le tableau 1A de l'annexe A, Base de paiement, tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard 90 jours après la date d'octroi du contrat.

7.4.2.2 Pour les articles 002 à 035 décrits en détail dans le tableau 1B de l'annexe A, Base de paiement, tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2021.

7.4.2.3 Pour les articles facultatifs 036 à 040 décrits en détail dans le tableau 1C de l'annexe A, Base de paiement, tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard 90 jours après la réception de la commande.

7.4.3 Option de prolongation du contrat

S.O.

7.4.4 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

S.O.

7.4.5 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » du contrat.

L'entrepreneur doit livrer le matériel aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la Section du mouvement du dépôt à l'endroit pertinent indiqué ci-après. Le destinataire peut refuser les livraisons si aucun rendez-vous n'a été fixé.

a) 25^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes – Montréal
Montréal (Québec)
514-252-2777, poste 2363
25dfactrafficrdv@forces.gc.ca

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Jeff Mosher

Titre : Contract Authority

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Acquisitions Branch

Adresse : 11 Laurier St.

Gatineau, Quebec

K1A 0S5

Canada

Building Portage III

Floor 8C2

Téléphone : 819-420-1748

Courriel : jeff.mosher@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet sera désigné au moment de l'attribution du contrat.

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

_____ (nom du responsable des achats)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

_____ (titre)
_____ (organisation)
_____ (adresse)

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés aux termes du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives indiquées dans le contrat avec le responsable des achats, mais celui-ci ne peut autoriser l'apport de changements à la portée des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.4 Responsable technique

Le responsable technique sera désigné au moment de l'attribution du contrat.

Le responsable technique pour ce contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. Il est possible de discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, ce dernier n'est pas habilité à autoriser des changements à la portée des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.5 Responsable de l'assurance de la qualité

Le responsable de l'assurance de la qualité sera désigné au moment de l'attribution du contrat.

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.5.6 Représentant de l'entrepreneur

Name: _____
Title: _____
Organization: _____
Address: _____
Telephone: ____ - ____ - ____

Facsimile: ____ - ____ - ____

E-mail: _____.

7.6 Divulgateion proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

S.O.

7.7 Paiement**7.7.1 Base de paiement**

In consideration of the Contractor satisfactorily completing all of its obligations under the Contract, the Contractor will be paid a firm unit price(s), as specified in Annex "A" for a cost of \$ _____ (insert the amount at contract award). Customs duties are subject to exemption and Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax is extra, if applicable.

Canada will not pay the Contractor for any design changes, modifications or interpretations of the Work, unless they have been approved, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work.

7.7.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

7.7.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

7.7.4 Clause du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

C0305C (2014-06-26), État des coûts - limitation des dépenses ou contrats de prix plafond

7.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.7.6 Vérification discrétionnaire

S.O.

7.7.7 Vérification du temps

S.O.

7.8 Instructions relatives à la facturation

Clause du *Guide des CCUA* H5001C (2008-12-12), Instructions relatives à la facturation

L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

Ministère de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Canada

À l'attention de : D Gest PA 3-4-4 (Imprimerie nationale)

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.9.3 Clauses du Guide des CCUA

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 2030 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- c) l'Annexe « A », Base de paiement;
- d) l'Annexe « B », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « C », Critères de gestion obligatoires;
- f) l'Annexe « D », Instructions techniques à l'intention des soumissionnaires;
- g) l'Annexe « E », Énoncé des travaux – Échantillon de présérie;

-
- h) l'Annexe « F » de la partie 3 de la demande de soumissions, Instruments de paiement électronique;
- i) l'Annexe « G » de la partie 5 de la demande de soumissions, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation;
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

7.12 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

7.13 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

Clause du *Guide des CCUA* A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.14 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2014-11-27), Assurances

7.15 Programme des marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* A9131C (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* B4060C (2011-05-16), Marchandises contrôlées

7.16 Limitation de la responsabilité

S.O.

7.17 Clause du Guide des CCUA

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

A9068C (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

B4034C (2006-06-16), Essais de recette des lots

B7010C (2008-05-12), Marquage et étiquetage

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

C2800C (2013-01-28), Cote de priorité

C2801C (2017-08-17), Cote de priorité : Entrepreneurs établis au Canada

C4005C (2018-04-17), Frais de déplacement et de subsistance - Directive sur les voyages du Conseil national mixte

D2025C (2017-08-17), Matériaux d'emballage en bois

D3016C (2014-09-25), Préparation en vue de la livraison - la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes

D3018C (2014-09-25), Exigences en matière d'emballage selon la spécification D-LM-008-036/SF-000

D5505C (2007-11-30), Document d'assurance de la qualité

D5510C (2017-08-17), Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) : Entrepreneur établi au Canada

D5606C (2017-11-28), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) : entrepreneur établi au Canada

D5620C (2012-07-16), Documents de sortie - distribution

D6010C (2007-11-30), Palettisation

D9002C (2007-11-30), Ensembles incomplets

L0003C (2008-05-12), Outillage spécial de production et le matériel spécial d'essai

7.18 Instructions d'expédition

D0037C (2016-01-28), Instructions d'expédition (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

7.19 Droits de douane – L'entrepreneur est l'importateur

1. Les biens fournis aux termes du contrat étant des approvisionnements de défense, une remise des droits de douane sur les importations au Canada peut être accordée aux termes du numéro tarifaire 9982.00.00 de l'annexe du Tarif des douanes.

2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du contrat des approvisionnements de défense est de 250 000 \$CA ou plus. Cette valeur comprend la valeur à l'importation des produits plus le droit de douane qui serait applicable en l'absence du Tarif des douanes.

3. L'entrepreneur sera responsable de voir à la remise des droits de douane à l'importation ou au paiement de ces mêmes droits et de demander un remboursement à l'Agence des services frontaliers du Canada.

7.20 Préparation pour la livraison

L'entrepreneur doit préparer les articles 001 et 025 à 039 pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-027/SF-001, Armes portatives.

L'entrepreneur doit préparer les articles 001 et 025 à 039 pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant. L'entrepreneur doit conditionner les articles 001 et 025 à 039 à raison de 1 par paquet.

7.21 Matériel fourni par le gouvernement

7.21.1 Le Canada fournira le matériel suivant à l'entrepreneur afin que celui-ci l'intègre dans les travaux, et sera assujetti aux conditions énoncées ci-dessous.

Description : Pour assurer la livraison du fusil de tireur d'élite à calibres multiples, l'entrepreneur est autorisé à commander la quantité de munitions inscrite ci-dessous. Toute quantité dépassant celle inscrite doit être approuvée par le responsable technique au moins 12 mois à l'avance.

Quantité : 775 700 munitions en tout

NNO

NNO : À déterminer Portée Quantité : 229

NNO : À déterminer Bipied, Quantité : 229

7.21.2. Le matériel fourni par le gouvernement (MFG) ne doit pas être mis au rebut sans l'approbation écrite de l'autorité contractante.

7.21.3. Le MFG appartient au gouvernement du Canada. Si l'autorité contractante autorise la mise au rebut, l'entrepreneur doit tenir des documents sur la mise au rebut de tout le MFG, et les fournir à l'autorité contractante sur demande.

7.21.4. Le Canada fournira le MFG à l'entrepreneur sans frais.

7.21.5. Advenant des problèmes avec le MFG, l'entrepreneur doit en informer immédiatement l'autorité contractante, en précisant les problèmes particuliers. Si l'entrepreneur exécute les travaux sans avoir obtenu les consignes de l'autorité contractante, il sera responsable de tous les frais engagés, ainsi que de toute perte du MFG.

7.21.6. Le Canada n'aura pas l'obligation de payer les travaux exécutés sur un quelconque élément du MFG qui aurait été endommagé ou perdu pendant que l'entrepreneur en avait la garde.

7.21.7. L'entrepreneur doit retourner au Canada tous les contenants vides (boîtes de métal et douilles tirées) et conserver tous les autres éléments d'emballage découlant de l'utilisation du MFG décrit ci-dessus.

7.21.8 Retour de l'IFG et de l'EFG

7.21.8.1 L'entrepreneur doit retourner tout l'IFG et l'EFG fournis par le Canada au cours du contrat au plus tard six mois avant la fin du contrat, ou plus tôt, à la demande de l'autorité contractante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

BASE DE PAIEMENT

Tableau 1
Échantillons de fusils Pré-Production (PPS)

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
Échantillons Pré-Production							
001	Fusil PPS incluant les items suivants: <ul style="list-style-type: none">• Chargeur .338LM, Qté 2• Canon .338, Qté 1• Chargeur 7.62x51mm NATO, Qté 2• Canon 7.62x51mm, Qté 1• Ensemble de pièces pour le second calibre• Ensemble de changement de calibre• Frein de bouche• Suppresseur• Outillage d'Operateur• Étui de transport• Mire optique télescopique• Bipode	CH	3	Department of National Defence 25 CFSD Montreal 6363 Rue Notre Dame St E. Montreal, QC H1N 2E9 Canada	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DLP 3-4-4 (National Printing Bureau)	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>
Échantillons Pré-Production Pièces de Rechange							
002	Pièces de rechange pour le PPS, incluant les Outils de maintenance et les consommables nécessaires au support de l'Évaluation des propositions. <i>À être complété par le soumissionnaire tel que requis</i>			Department of National Defence 25 CFSD Montreal 6363 Rue Notre Dame St E. Montreal, QC H1N 2E9 Canada	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DLP 3-4-4 (National Printing Bureau)	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
Échantillons Pré-Production							
003	<i>Item: Numéro de pièce: À être complété par le soumissionnaire tel que requis</i>			Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus
004							
005							
006							
007							
008							
009							
010							
						Total	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT

Tableau 2

Quantités fermes de Fusils de tireur d'élite à calibres multiples

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
001	LDEC 001 / PM-001 Calendrier principal du projet (CPP)	CH	1	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DSSPM-9 (National Printing Bureau)	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DLP 3-4-4 (National Printing Bureau)	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>
002	LDEC 002 / PM-002 Ordres du jour des réunions 12 réunions incluant la réunion pour l'EDT	CH	12	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
003	LDEC 003 / PM-003 Compte rendu de réunion 12 réunions incluant la réunion pour l'EDT	CH	12	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
004	LDEC 004 / SE-001 Identification et présentation des marques	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
005	LDEC 005 / SE-002 Dossier de données techniques (DDT)	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
006	LDEC 006 / SE-003 Évaluation environnementale de l'équipement (EEE)	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
007	LDEC 007 / SE-004 Rapport d'essai d'acceptation du système	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
008	LDEC 008 / SE-005 Enquête sur une défaillance	CH	Lorsque requis	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
009	LDEC 009 / LS-001 Information relative au manuel d'utilisation	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
010	LDEC 010 / LS-002 Information relative au manuel d'entretien	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
011	LDEC 011 / LS-003 Fiches techniques	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
012	LDEC 012 / LS-004 Information relative aux schémas mécaniques	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
013	LDEC 013 / LS-005 Information relative à la liste des pièces illustrées	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
014	LDEC 014 / LS-006 Information relative à la description de l'équipement	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
015	LDEC 015 / LS-007 État détaillé d'approvisionnement (EDA)	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
016	LDEC 016 / LS-008 Données techniques supplémentaires sur l'approvisionnement (DTSA)	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
017	LDEC 017 / LS-009 Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR)	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
018	LDEC 018 / LS-010 Trousse d'instruction des opérateurs	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
019	LDEC 019 / LS-011 Trousse de formation pour l'entretien	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
020	LDEC 020 / LS-012 Cours destiné aux opérateurs	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
021	LDEC 021 / LS-013 Cours de formation sur l'entretien	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
022	LDEC 022 / CM-001 Demande de dérogation	CH	1	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
023	LDEC 023 / CM-002 Demande de renonciation	CH	Lorsque requis	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
024	La configuration du Fusil en 7.62 x 51mm Inclut; <ul style="list-style-type: none"> • Canon et verrou 7.62 x 51mm • Canon .338LM • Ensemble de pièces pour le second calibre; • Frein de Bouche (N'inclut pas les accessoires, tels les Chargeurs, Suppresseurs, Sangle) NNO: À Déterminer	CH	229	Department of National Defence 25 CFSD Montreal 6363 Rue Notre Dame St E. Montreal, QC H1N 2E9 Canada	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DLP 3-4-4 (National Printing Bureau)	\$	\$
025	Suppresseur NNO: À Déterminer	CH	229	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
026	Chargeur 7.62 x 51mm NNO: À Déterminer	CH	1374	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
027	Chargeur .338 Lapua Magnum NNO: À Déterminer	CH	1145	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
028	Étui de transport incluant: <ul style="list-style-type: none"> • Fourreau pour Suppresseur • Ensemble d'outils de Changement de Calibre; • Sangle; • Ensemble de nettoyage et d'entretien compréhensif. NNO: À Déterminer	CH	229	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
						Total	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT

Tableau 3

Pièces de Rechange pour le Fusil de tireur d'élite à calibres multiples

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
001	<i>Item:</i> <i>Numéro de pièce:</i> <i>À être complété par le soumissionnaire tel que requis</i>			Department of National Defence 25 CFSD Montreal 6363 Rue Notre Dame St E. Montreal, QC H1N 2E9 Canada	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DLP 3-4-4 (National Printing Bureau)	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>	\$ <i>À être complété par le soumissionnaire</i>
002				Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus		
003				Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus		
004				Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus		
005				Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus		
006				Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus		
007				Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus		
						Total	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT
Tableau 4
Quantités optionnelles

Item	Description	Unité	Qté	Adresse de Destination	Adresse de Facturation	Prix Unitaire	Prix Calculé
001	La configuration du Fusil en 7.62 x 51mm Inclut; <ul style="list-style-type: none"> • Canon et verrou 7.62 x 51mm • Canon .338LM • Ensemble de pièces pour le second calibre; • Frein de Bouche (N'inclut pas les accessoires, tels les Chargeurs, Suppresseurs, Sangle) NNO: À Déterminer	CH	229	Department of National Defence 25 CFSD Montreal 6363 Rue Notre Dame St E. Montreal, QC H1N 2E9 Canada	Department of National Defence Mgen George R. Pearkes Bldg 101 Colonel By Drive Ottawa, Ontario Canada K1A 0K2 ATTN: DLP 3-4-4 (National Printing Bureau)	\$ À être complété par le soumissionnaire	\$ À être complété par le soumissionnaire
002	Suppresseur NNO: À Déterminer	CH	229	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
003	Chargeur 7.62 x 51mm NNO: À Déterminer	CH	1374	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
004	Chargeur .338 Lapua Magnum NNO: À Déterminer	CH	1145	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
005	Étui de transport incluant: <ul style="list-style-type: none"> • Fourreau pour Suppresseur • Ensemble d'outils de Changement de Calibre; • Sangle; • Ensemble de nettoyage et d'entretien compréhensif. NNO: À Déterminer	CH	229	Tel que ci-dessus	Tel que ci-dessus	\$	\$
						Total	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8476-196090/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8476-196090

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
030BM. W8476-196090

Id de l'acheteur - Buyer ID
030BM
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT

Tableau 5

Prix Évalué Total

Tableau	Prix Total du Tableau
ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT Tableau 1 Échantillons de fusils Pré-Production (PPS)	\$ À être complété par le soumissionnaire
ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT Tableau 2 Quantités fermes de Fusils de tireur d'élite à calibres multiples	\$ À être complété par le soumissionnaire
ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT Tableau 3 Pièces de Rechange pour le Fusil de tireur d'élite à calibres multiples	Not Applicable
ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT Tableau 4 Quantités optionnelles	\$ À être complété par le soumissionnaire
Prix Évalué Total	\$ À être complété par le soumissionnaire

ANNEXE « F » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

**ANNEXE « G » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI –
ATTESTATION**

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, dans le cadre de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)